



Les principaux contentieux judiciaires de Facebook

Actualité législative publié le 27/01/2025, vu 222 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

Les contentieux judiciaires de Facebook illustrent l'ampleur des défis juridiques auxquels sont confrontées les grandes entreprises technologiques dans le monde numérique

Introduction

Depuis sa création en 2004, **Facebook**, devenu **Meta Platforms Inc.** en 2021, est devenu un acteur central du paysage numérique mondial, avec plus de 2,8 milliards d'utilisateurs actifs mensuels à travers le monde. Cependant, son ascension fulgurante n'a pas été sans embûches juridiques. En raison de son pouvoir de marché, de la gestion des données personnelles, des problèmes de confidentialité et de la responsabilité des contenus diffusés sur sa plateforme, Facebook a été impliqué dans de nombreux **contentieux judiciaires** de grande envergure. Ces litiges ont non seulement des conséquences juridiques et financières pour la société, mais influencent également les régulations mondiales de l'Internet, de la protection des données et de la **liberté d'expression**.

Cet article se propose de passer en revue les **principaux contentieux judiciaires** auxquels Facebook a été confronté, en explorant les enjeux juridiques, les décisions marquantes, ainsi que les impacts sur l'évolution de la régulation des technologies numériques.

1. Le Contentieux Cambridge Analytica : Le Scandale de la Protection des Données

L'un des plus grands scandales juridiques impliquant Facebook a été le **scandale Cambridge Analytica**, qui a éclaté en 2018. Ce scandale concernait la collecte et l'exploitation des **données personnelles** de millions d'utilisateurs de Facebook sans leur consentement, dans le but d'influencer les élections américaines de 2016 et le référendum sur le Brexit.

a) Les accusations

Cambridge Analytica, une société de données politiques, a utilisé une application de quiz sur Facebook pour collecter des informations personnelles non seulement auprès des utilisateurs qui ont accepté de l'utiliser, mais également auprès de leurs **amis Facebook**, soit environ **87 millions de personnes**. Ces données ont été utilisées pour créer des profils psychographiques permettant de cibler des publicités politiques spécifiques.

Facebook a été accusé de **négligence** dans la gestion des **données personnelles**, n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour protéger ces informations sensibles et n'ayant pas informé

correctement ses utilisateurs de l'utilisation de leurs données par des tiers. Ce contentieux a conduit à de nombreuses enquêtes et poursuites dans plusieurs pays.

b) Les conséquences juridiques

En réponse à cette fuite de données, Facebook a été poursuivi par **la Federal Trade Commission (FTC)** des États-Unis, qui a imposé en 2019 une **amende de 5 milliards de dollars**, la plus importante jamais infligée à une entreprise technologique. De plus, l'affaire a mis en lumière les pratiques douteuses de Facebook en matière de **transparence** et de **consentement éclairé** des utilisateurs, aboutissant à des changements dans ses politiques de gestion des données.

Ce scandale a également mené à des réformes législatives en matière de **protection des données**, notamment l'adoption du **Règlement général sur la protection des données (RGPD)** en Europe, renforçant la **responsabilité des entreprises** vis-à-vis des données personnelles et des droits des utilisateurs.

2. Les Litiges Antitrust : L'Accusation de Monopole

Facebook a également fait face à plusieurs accusations antitrust, notamment en raison de son comportement **anti-concurrentiel** et de ses acquisitions stratégiques visant à éliminer toute concurrence sur le marché des réseaux sociaux.

a) L'acquisition d'Instagram et WhatsApp

L'une des principales préoccupations des régulateurs antitrust réside dans les acquisitions de **Instagram** en 2012 et de **WhatsApp** en 2014. Ces rachats ont renforcé la position dominante de Facebook sur le marché des réseaux sociaux, soulevant des questions sur la concurrence et les pratiques monopolistiques.

En 2020, la **Federal Trade Commission (FTC)** et un groupe d'**États américains** ont intenté une action en justice contre Facebook, l'accusant d'avoir utilisé ses acquisitions pour **neutraliser les concurrents** et éviter une concurrence effective dans l'écosystème des réseaux sociaux. Ils ont soutenu que Facebook avait adopté une stratégie consistant à acheter ses concurrents pour éviter qu'ils ne deviennent des menaces pour sa position dominante, créant ainsi un **monopole illégal**.

b) Les accusations de pratiques anticoncurrentielles

Les autorités américaines ont affirmé que Facebook avait abusé de sa position dominante pour imposer des conditions déloyales aux développeurs d'applications tiers et restreindre l'accès à ses **API** (interfaces de programmation), en vue de protéger sa propre **plateforme** et empêcher la concurrence. En 2022, un tribunal a rejeté la plainte antitrust de la FTC, mais l'affaire reste en cours d'examen, et le gouvernement a fait appel de la décision.

c) Les impacts de la législation antitrust

Cette affaire s'inscrit dans un cadre plus large de révision de la régulation antitrust dans le secteur technologique, où les autorités américaines, européennes et chinoises s'efforcent de mieux contrôler les pratiques des **géants du numérique**. En Europe, Facebook a déjà été confronté à des enquêtes de la **Commission européenne**, qui a imposé plusieurs amendes pour abus de position dominante dans le secteur de la publicité en ligne.

3. Les Litiges Relatifs à la Censure et à la Modération des Contenus

Un autre aspect important des contentieux de Facebook concerne la **modération des contenus** et la **censure**. Étant donné son rôle central dans la diffusion d'informations, Facebook est souvent accusé de ne pas suffisamment lutter contre la **désinformation** et les **discours haineux**, ou, à l'inverse, d'agir de manière excessive en supprimant certains contenus considérés comme inoffensifs.

a) Le cas de la modération de contenus politiques

Facebook a été au cœur de nombreuses polémiques relatives à la **modération de contenus politiques**. Lors des élections présidentielles américaines de 2020, par exemple, la plateforme a fait face à des accusations selon lesquelles elle n'aurait pas suffisamment pris de mesures pour lutter contre la **désinformation** liée à la pandémie de COVID-19 et aux élections elles-mêmes. La plateforme a été accusée de laisser circuler de fausses informations et de permettre la manipulation de l'opinion publique via des **publicités politiques** non régulées.

En réponse, Facebook a mis en place une **commission de surveillance** indépendante chargée de statuer sur la modération des contenus controversés. Cette commission a pris plusieurs décisions importantes, notamment concernant la suspension du compte de **Donald Trump** après les événements du Capitole en janvier 2021.

b) Les critiques concernant la suppression excessive de contenus

D'un autre côté, Facebook a également été accusé de pratiquer une **censure excessive**. Des groupes conservateurs ont notamment soutenu que la plateforme supprimait de manière injustifiée des contenus liés à certaines opinions politiques ou idéologiques. Ces critiques ont mené à des plaintes en justice, dont certaines ont été portées devant les tribunaux américains et européens, où Facebook a dû défendre sa politique de **modération des contenus** en tant que **protection de la sécurité publique** et **préservation de l'ordre public**.

c) Les débats sur la liberté d'expression

Le contentieux sur la modération des contenus soulève également des questions de **liberté d'expression**, avec un débat constant sur la responsabilité de Facebook en tant que **plateforme** et la nature de son rôle dans la gestion des discours en ligne. Les régulateurs cherchent un équilibre entre la **protection de la liberté d'expression** et la **protection contre la désinformation** et les **discours haineux**.

4. Le Contentieux concernant la Vie Privée et la Protection des Données

Outre les affaires liées à Cambridge Analytica, Facebook a été impliqué dans d'autres **contentieux relatifs à la protection de la vie privée** et aux **violations de données personnelles**. La plateforme a été accusée de **collecter** et d'**exploiter les données des utilisateurs**.

sans leur consentement éclairé, ce qui a mené à plusieurs **actions collectives** en Europe et aux États-Unis.

a) Les amendes sous le RGPD

Sous l'effet du **Règlement général sur la protection des données (RGPD)** de l'Union européenne, Facebook a été contraint de faire face à plusieurs amendes importantes. En 2019, l'entreprise a dû payer **5 milliards de dollars** dans le cadre d'un règlement avec la FTC pour des violations liées à la vie privée. Par ailleurs, en 2021, Facebook a été ciblé par des amendes supplémentaires en Europe pour des pratiques jugées **non conformes au RGPD**, notamment concernant l'**utilisation des données à des fins publicitaires**.